

In the name of Allah, the Most Gracious, the Most Merciful



Copyright disclaimer

"La faculté" is a website that collects copyrights-free medical documents for non-lucrative use.

Some articles are subject to the author's copyrights.

Our team does not own copyrights for some content we publish.

"La faculté" team tries to get a permission to publish any content; however, we are not able to contact all the authors.

If you are the author or copyrights owner of any kind of content on our website, please contact us on: facadm16@gmail.com

All users must know that "La faculté" team cannot be responsible anyway of any violation of the authors' copyrights.

Any lucrative use without permission of the copyrights' owner may expose the user to legal follow-up.



CERTIFICATS MÉDICAUX

I. Généralités :

- Le CM est un **acte officiel** destiné à constater ou à interpréter des faits d'ordre médical, la responsabilité pénale, civile et disciplinaire du médecin est engagée chaque fois qu'il rédige un certificat
- Le médecin ne peut le rédiger **qu'après examen** de la personne concernée
- Tout certificat rédigé sans examen peut être considéré comme nul et le médecin passible de sanctions
- Le CM permet au patient **de percevoir des prestations et indemnités** diverses, il est aussi important que l'acte de soin
- Certains certificats sont à délivrance **obligatoire** (prescrit par la loi ou sur réquisition), d'autres sont **facultatifs** voire même **douteux**

II. Définition :

- ⇒ Le CM est l'attestation écrite des constatations cliniques et paracliniques, positives ou négatives, concernant l'état de santé d'un individu qui a bénéficié d'un examen médical et pouvant avoir une influence sur les intérêts publics de ce sujet

III. Législation :

A. Obligation de Rédaction :

- ⇒ [Art 57 du CD](#)
- ⇒ [Art 213 de la Loi Sanitaire](#)
- La rédaction des CM est **partie intégrante de l'exercice médical** en ce qui concerne les certificats, attestations et documents à caractère obligatoire permettant notamment aux malades d'obtenir des avantages sociaux auxquels leur état de santé donne droit
- Le médecin doit fournir les certificats et **renseignements épidémiologiques** prescrit par la loi et les règlements

B. Conditions de Validité :

- ⇒ [Art 13 et 56 du CD](#)
- Utilisation de papier à en-tête ou libre
- Qualité et identité du médecin (nom, prénom, lieu d'exercice)
- Préciser la nature du document rédigé
- L'identité du bénéficiaire
- La lisibilité (termes clairs, simples, sans abréviations)
- Préciser si le document est rédigé sur réquisition
- Date, signature manuscrite, griffe du médecin

C. Rédaction de Faux Certificats :

- ⇒ [Art 24 et 58 du CD](#)
- ⇒ [Art 238 de la Loi Sanitaire](#)
- ⇒ [Art 226 du CP](#)
- Il est interdit de procurer à un malade un avantage matériel injustifié ainsi que la délivrance de rapport tendancieux ou d'un **certificat de complaisance**
- Il est interdit à tout médecin dans l'exercice de ses fonctions de certifier faussement et sciemment pour favoriser ou nuire délibérément à une personne physique ou morale
- La délivrance d'un certificat de complaisance constitue une infraction disciplinaire
- Tout médecin qui, pour favoriser quelqu'un, certifie faussement ou dissimule l'existence de maladie ou infirmités ou un état de grossesse ou fournit des indications mensongères sur l'origine d'une maladie ou infirmité ou la cause d'un décès, est puni selon le code pénal d'un emprisonnement plus l'interdiction d'un ou plusieurs de ses droits

D. Respect du Secret Médical :

- ⇒ [Art 206, 226, 235 de la Loi Sanitaire](#)
- ⇒ [Art 301 du CP](#)
- ⇒ [Art 36 – 41 du CD](#)
- Le malade reste indiscutablement maître du certificat et des secrets qu'il contient
- L'obligation du secret est absolue sauf dérogation légale
- Le certificat **ne doit pas être remis à un tiers sauf exception** :
 - Mineur et incapable majeur
→ remis au tuteur légal
 - Aux ayants droits d'une personne décédée
 - A l'employeur si AT ou MP
 - A l'autorité requérante (répondant seulement aux questions de la réquisition)

IV. Règles de Rédaction :

A. Principe de Fond :

- Le CM ne doit être établi **qu'après un examen clinique ± des examens complémentaires**
 - Toute dérogation à cette règle absolue est une faute professionnelle
- Il doit être l'expression la plus stricte de **la vérité**
- Il doit répondre au motif qui a justifié sa délivrance et rendre compte fidèlement et objectivement des **constatations faites** lors de l'examen du malade ou blessé
- Il ne doit pas être rédigé à la légère car **il engage la responsabilité du médecin**

B. Principe de Forme :

- Un CM doit être **rédigé clairement et lisiblement** ou dactylographié
- Tout certificat doit comporter **02 identités** :
 - Celle du médecin rédacteur
 - Celle du demandeur
- Il est fortement conseillé de faire un **double du certificat** et de le conserver dans le dossier du patient
- Les **03 dates** : (il ne doit pas être anté/post daté)
 - Date des faits allégués par le patient
 - Date de l'examen médical
 - Date de rédaction et de délivrance du certificat

V. Types de Certificats :

A. Certificats Prévus par la Loi :

1. Certificat de Coups et Blessures :

- Il doit permettre d'établir de façon indiscutable la **matérialité** des blessures, leur **nature** et la **gravité** réelle ou potentielle

a. Ce qui est Allégué par le Patient :

- ⇒ C'est le récit de ce qui lui est arrivé, les symptômes qu'il dit éprouver ou avoir éprouvés...

b. Ce qui est Constaté par le Médecin :

- ⇒ Les signes cliniques
⇒ Les résultats paracliniques
⇒ Les TRT

c. Les Conséquences Médico-légales :

- ⇒ Incapacité Totale de Travail (ITT)
⇒ Incapacité Partielle Permanente (IPP)

i. ITT :

- La période durant laquelle le sujet ne peut accomplir au moins un des **actes essentiels de la vie quotidienne**
- L'évaluation de l'ITT ne doit pas dépendre du courage ou de la situation sociale de la victime
- En cas de **CB Volontaires** :
 - ITT < 15j → contravention
 - ITT > 15j → délit
- En cas de **CB Involontaires** :
 - ITT < 90j → contravention
 - ITT > 90j → délit

2. Certificat de Naissance :

- Le médecin doit faire la déclaration de naissance dans un délai de **05 j au Nord** et **30 j au Sud**

3. Certificat de Décès :

- L'**inhumation** ne peut se faire sans un certificat de décès
- Le **Secret médical** n'est pas levé après la mort et la cause réelle de la mort ne peut être précisée
- Il comporte une partie Sup contenant des informations administratives destinée à **l'état civil** et une partie Inf anonyme transmise à **l'INSP**

4. Certificat de Violences Sexuelles :

- Préciser le **type d'agression sexuelle**, la prise de substances psychoactives, l'usage de préservatif
- **Description** minutieuse :
 - Etat psychique
 - Examen corporel
 - Examen de la région génitale
 - Examens complémentaires ...
- Se prononcer sur **l'état de virginité**
- Se prononcer sur une éventuelle **conséquence** de cette agression

5. Certificat d'AT :

- Certificat lors de la 1^{ère} consultation, rédigé sur un imprimé pré rempli, en 02 exemplaires
- Certificat de prolongation d'arrêt de travail
- Certificat de guérison ou de consolidation

6. Certificat de Déclaration de MP :

- La maladie doit figurer dans un tableau de MP indemnissables
- Il est rédigé en 03 exemplaires sur un imprimé spécial

7. Certificat d'Arrêt de Travail :

- Le médecin n'a pas à faire connaître à l'employeur les éléments d'ordre médical motivant l'arrêt de travail

8. Certificat Prénuptial :

- Ne **jms mentionner la maladie** sur le certificat
- Ne **jms divulguer les résultats** des bilans ou une maladie à un autre que l'intéressé
- Il est rédigé sur imprimé

9. Certificat d'Internement :

- Il sert à **motiver une décision** qui sera confirmée par le médecin de l'établissement psychiatrique
- **Les médecins parents ou alliés** du patient ne peuvent rédiger ce type de certificat
- Le certificat comprend :
 - Description des symptômes
 - Enumérer les troubles à tendance psychiatrique
 - Déclarations de l'entourage
 - Constatations de l'examen clinique et paraclinique
 - Conclusion

VI. Implications Médico-légales :

A. Responsabilité Pénale :

- ⇒ Elle est engagée quand la **faute** commise est prévue par la loi :
- La dénégation de la vérité dans le CM constitue « un faux certificat » dont la sanction est prévue dans l'[Art 226 du CPA](#)
- Non-respect du secret médical

B. Responsabilité Civile :

- Elle peut être engagée s'il apparaît qu'une **mention exacte mais inutile** sur un certificat est à l'origine d'un préjudice pour le patient ou si le certificat inexact a causé un préjudice à un tiers
- Des dommages et intérêts peuvent être réclamés à un médecin par une personne s'estimant lésée par les déclarations de ce médecin en vertu de l'[Art 124 du CCA](#)

C. Responsabilité Disciplinaire : (ordinaire)

- L'établissement de faux certificats expose le médecin à des sanctions d'ordre disciplinaire en vertu de l'[Art 58 du CD](#)
- La délivrance d'un rapport tendancieux ou d'un certificat de complaisance est interdite